



Le bulletin

Numéro 123 - janvier 2024

Neuf mairies pour un Lyon (II)

Extrait



Bulletin II = les quatre mairies à l'est du Rhône

Sauvegarde et Embellissement de Lyon

Association loi 1901 - Agrée au titre des art L121-B et L160-1 du Code de l'Urbanisme (Arr. Préfectoral du 3-08-1984) - ISSN 2681-5591

La mairie du 3^e arrondissement, une naissance difficile

Suite au rattachement à Lyon de la Guillotière en 1852, la totalité du territoire du faubourg devient le 3^e arrondissement. La mairie reste en place dans l'immeuble où se trouvaient, depuis 1836, les services municipaux de la commune. Ce bâtiment abritait autrefois l'Hôtel de la Couronne, à l'angle de la place du Pont et de la Grande rue de la Guillotière, au n° 2 de l'actuelle place Gabriel-Péri (aujourd'hui établissement de restauration rapide). Même si le bâtiment, fort vétuste, est reconstruit à la fin du XVIII^e siècle, les lieux s'avèrent rapidement insuffisants et insalubres.

En effet, la population de la rive gauche du Rhône ne cesse de croître : elle s'élève à 45 524 habitants en 1851. Elle est de 124 274 habitants en 1876 et 228 660 habitants en 1901. Et la hausse continue les années suivantes. Le détachement du 6^e arrondissement en 1867, et celui du 7^e arrondissement en 1912 ne suffisent pas à désengorger la mairie du 3^e.

À la recherche d'un nouvel emplacement

En mars 1871, de violents combats ont lieu devant la mairie du 3^e arrondissement lors de la Commune de Lyon. Les insurgés sont écrasés par l'armée mais des dégâts affectent le bâtiment (voir page 6).

En 1872 et 1873, les journaux « Le Salut public » et « Le Journal de Lyon » se font l'écho de la préoccupation des élus pour installer la mairie du 3^e arrondissement dans de nouveaux locaux.

Sous l'égide d'Abraham Hirsch, architecte en chef de la Ville de Lyon de 1871 à 1901, différents projets sont successivement envisagés et finalement rejettés. La mairie du 3^e arrondissement reste donc place du Pont et d'importants travaux sont réalisés en 1876.

En 1905, Édouard Herriot, 33 ans, est élu maire de Lyon. Il veut moderniser la ville selon les conceptions hygiénistes et sociales en vogue à cette époque. Un rapport de l'ingénieur-voyeur de la Ville de Lyon en date du 29 novembre 1907 fait état de six emplacements possibles pour une nouvelle mairie, notamment place Guichard. Mais le lieu est occupé par des immeubles appartenant aux Hospices Civils de Lyon. Il faut donc attendre l'expiration des baux en 1920 pour que l'éviction des locataires soit moins onéreuse. La ville en fera l'acquisition en 1912, mais elle y fera édifier la bourse du travail, inaugurée en 1934.

Une autre possibilité est retenue place Jean-Macé. Mais ce sera l'emplacement de la future mairie du 7^e arrondissement créé en 1912.



La mairie du 3^e, à l'angle de la Grande rue de la Guillotière,
collection personnelle

Les autres propositions sont également toutes abandonnées soit à cause du prix ou de l'emplacement du terrain, soit à cause de la mauvaise qualité de la construction. Et, pendant ce temps, les locaux de la vieille mairie continuent de se dégrader...

Un article incendiaire du journal *Le Progrès*

Le 26 avril 1908, *Le Progrès* publie un article sur les conditions lamentables qui sont faites aux employés travaillant dans le bâtiment de la place du Pont ainsi qu'aux administrés qui s'y entassent. Cet article intitulé « La mairie d'Augias » fait grand bruit et déclenche une réaction salutaire des élus.

À la suite de cet article, le Bulletin municipal officiel du 23 novembre 1908 traite de la construction d'une nouvelle mairie dans le 3^e arrondissement grâce à une longue intervention de Jean-Marie Bataille, adjoint au maire, chargé du 3^e arrondissement.

Encore et toujours la place du Pont !

La situation évolue mais le bail des locaux de la place du Pont expire fin 1908. Un nouveau bail doit donc être conclu pour 9 ans. Ce contrat comporte cependant une clause résolutoire à la sixième année. C'est le signe que la Ville veut trouver rapidement une solution définitive pour sa mairie du 3^e arrondissement. Le bail n'est donc qu'une solution temporaire.

En 1912, les bureaux de la mairie du 7^e arrondissement ouvrent place Jean-Macé. Ils permettent de drainer une partie de la population vers ces nouveaux locaux et de désengorger la vieille mairie de la place du Pont, située désormais dans le 7^e arrondissement !

Hélas, le bail signé en 1908 pour 9 ans expire en 1917, soit en pleine guerre. Le bail est donc renouvelé, mais pour 3 ans seulement.

Le dénouement

Après la guerre il faut trouver une solution définitive avant que le nouveau bail n'expire fin 1920.

Un nouveau conseiller municipal, adjoint au maire du 3^e arrondissement, Antoine Charial, issu du syndicalisme CGT de la construction, interpelle le conseil municipal le 19 avril 1920. Il estime que l'immeuble du mont-de-piété, établissement public de prêts sur gage, situé rue Duguesclin, pourrait accueillir une mairie « provisoire » et qu'il suffit de s'entendre sur le montant de la location.

Dans l'esprit de l'orateur, la mairie définitive doit se bâtrir place Guichard. Mais un tel projet de construction ne pourra se réaliser que dans un délai d'environ dix ans. Il faut trouver d'urgence une solution transitoire.

Le mont-de-piété et la construction de l'édifice

Les « monte-di-pietà » apparaissent en Italie dans la seconde moitié du XV^e siècle pour combattre l'usure. Il faut attendre le XVII^e siècle pour voir apparaître des monts-de-piété en France. Celui de Lyon est créé par décret impérial du 23 mai 1810.

Selon la loi du 24 juin 1851, il devient municipal, et d'utilité publique. Après avoir pérégriné dans plusieurs quartiers lyonnais, le mont-de-piété est installé depuis 1837 dans le vieux quartier Grôlée, place Confalon, derrière le chevet de l'église Saint-Bonaventure.

En 1887, dans le cadre de la restructuration du quartier, le mont-de-piété figure parmi les immeubles destinés à être démolis et il doit donc quitter les lieux.

En 1888, la Ville de Lyon achète aux Hospices Civils un terrain de 2 600 m² situé rue Duguesclin, à l'angle de la



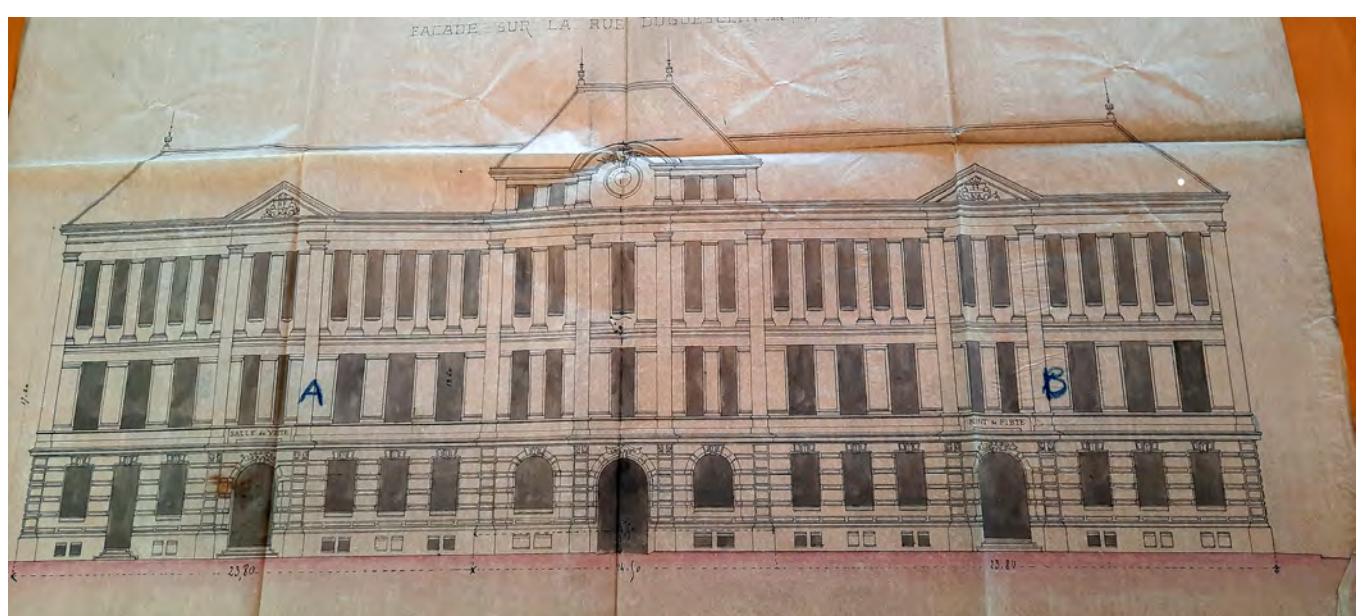
Ancien mont-de-piété, place Confalon, démolie en 1891,
Numelyo - bibliothèque numérique de Lyon

rue Servient. Après la destruction des petites maisons qui y étaient implantées, elle construit un vaste et rationnel bâtiment de 5 étages pour y accueillir le mont-de-piété qui intègre ses spacieux locaux en 1891. L'inauguration a lieu le 27 décembre en présence du maire Antoine Gailleton.

Par décret du 24 octobre 1918, les monts-de-piété s'appellent désormais Caisses de crédit municipal, et peuvent recevoir des dépôts du public. Un an plus tard, elles seront autorisées à ouvrir des comptes-chèques

Le nouvel édifice est dessiné en 1889 par l'architecte Émile Thoubillon (voir page 10) mais les travaux sont essentiellement suivis par son fils Xavier (1862 - 1922).

D'après le journal *La Construction Lyonnaise* de septembre 1890 les maçonneries sont réalisées en grande partie en pierre de Villebois et de Lucenay. L'utilisation des divers étages est soigneusement organisée pour le stockage des biens et l'accueil du public.



Façade Duguesclin, plan AmL 472WP/10

En comparant le plan parcellaire de 1880, ci-dessous, avec le plan de 1919, on remarque que les rues de la Part-Dieu et François-Garcin ont été créées à la faveur de l'intégration du nouvel immeuble dans le secteur. D'autre part, il existait une rue Desargues du nom du célèbre géomètre et architecte lyonnais, Girard Desargues, qui a disparu lors de ces travaux.

Émile Thoubillon
(Poncin, 1831 - Poncin, 1892)

Émile Thoubillon travaille durant 36 ans au service municipal d'architecture de la Ville de Lyon, de 1854 à 1890. Il est l'adjoint pendant près de 20 ans d'Abraham Hirsch, architecte en chef de la Ville de Lyon.

Il devient membre de la Société Académique d'Architecture de Lyon en 1877. Il dirige la réfection du théâtre des Célestins et du musée des Beaux-Arts et édifie plusieurs églises dans l'Ain : Poncin, Château-Gaillard, Tramoyes, Mionnay...

Son fils Xavier réalise notamment une belle verrière dans l'immeuble de la Banque de France, rue de la République (aujourd'hui magasin d'ameublement et décoration à prix bas).

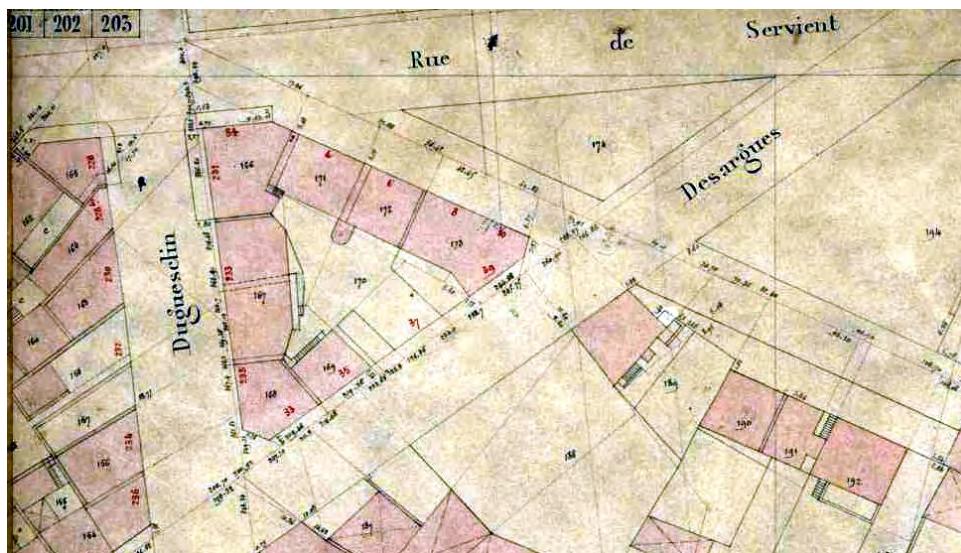
L'installation de la mairie du 3^e dans son arrondissement

En 1920, la Caisse de crédit municipal est dans une situation financière difficile. Son activité décline depuis la fin de la guerre. Le conseiller général Étienne Richerand parle même à son sujet de « faillite ». L'immeuble qu'elle occupe est surdimensionné.

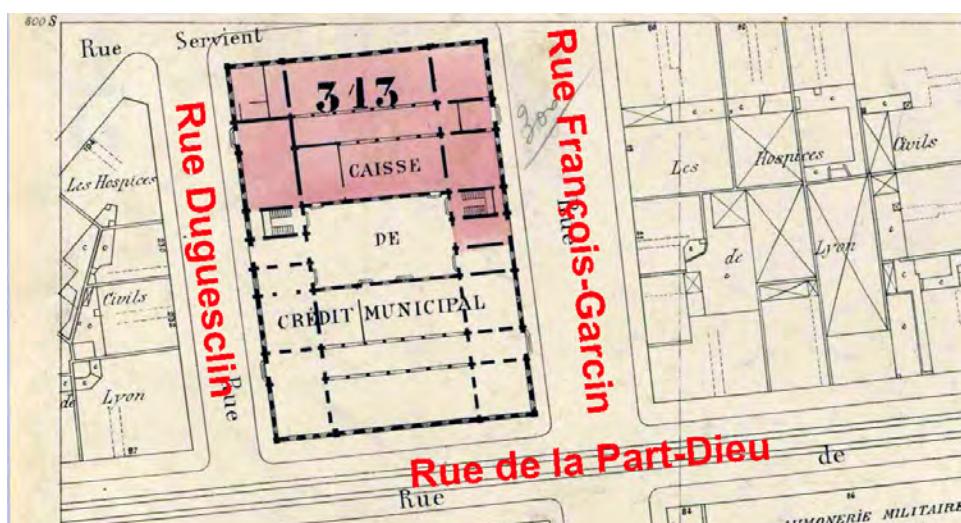
Écartant la formule de la location jugée trop onéreuse, le conseil municipal négocie avec la Caisse de crédit municipal l'acquisition de l'aile nord du bâtiment qu'il occupe, pour accueillir définitivement la mairie du 3^e arrondissement.

Lors d'une séance du conseil municipal du 10 juillet 1920, le maire Édouard Herriot expose le projet : il propose l'achat de cette partie du bâtiment moyennant le prix de 750 000 francs, et des travaux d'aménagement pour un montant de 466 836,95 francs, mis en adjudication publique (sauf le chauffage central pour 40 000 francs).

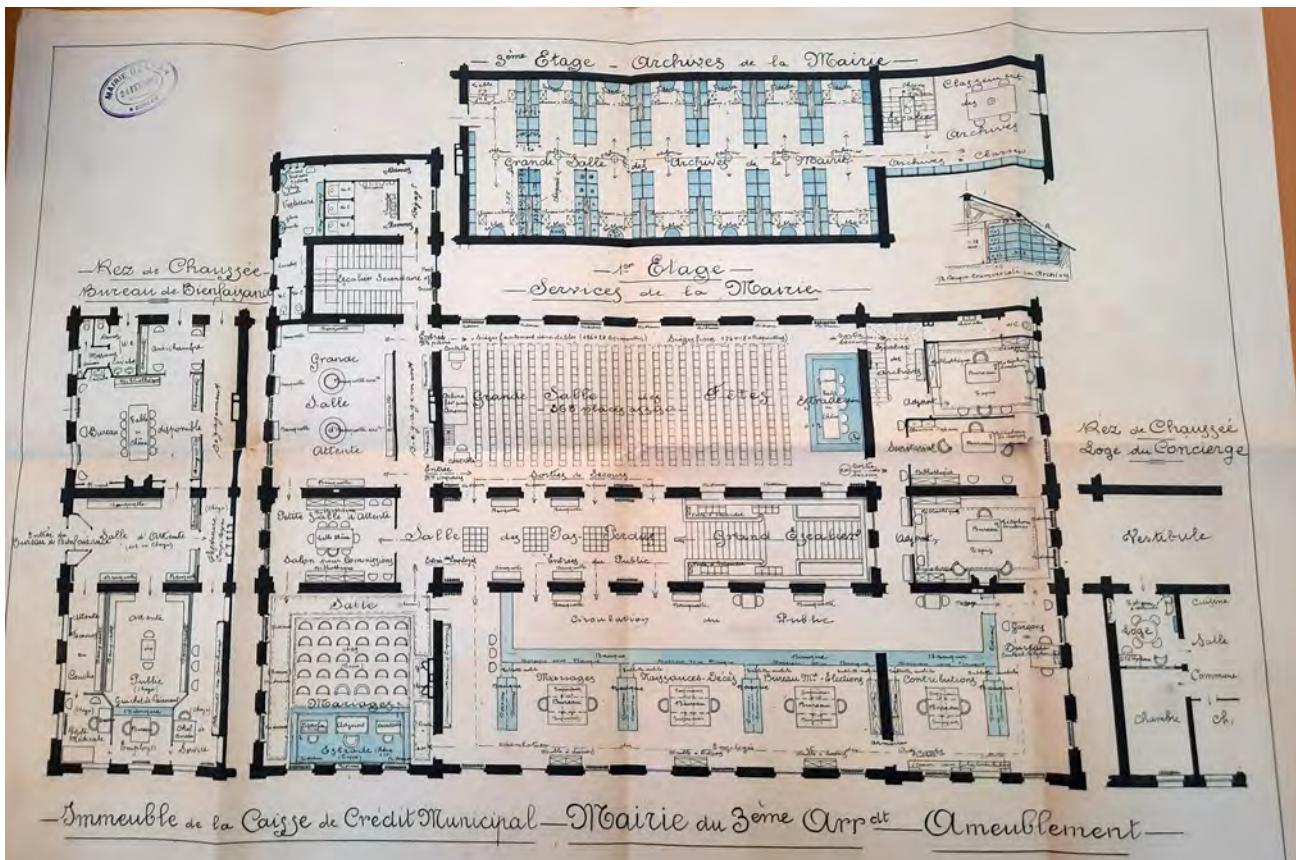
Lors d'une séance extraordinaire en date du 2 août 1920, le conseil municipal autorise l'administration municipale à en faire l'acquisition et approuve les travaux d'installation. Le devis avait été établi par Charles Meysson, qui était alors architecte en chef de la Ville de Lyon.



Plan cadastral secteur 186,
1880, AmL



Plan cadastral secteur 186,
1919, AmL



Plan d'aménagement des locaux de la mairie du 3^e arrondissement, 1922, AmL

Il autorise aussi l'installation au 20 rue François-Garcin, dans la partie des locaux cédés, non occupés par la Mairie du 3^e, d'un restaurant pour étudiants, l'Association générale des étudiants, et l'Association républicaine des étudiants en médecine.

Par courriers du 6 août 1920, Édouard Herriot informe Charles Meysson de la décision du conseil municipal et Xavier Thoubillon, architecte, qu'il est chargé du projet définitif.

Le montant total des travaux s'élèvera finalement à environ 1 200 000 francs.

La mairie du 3^e peut enfin quitter le 7^e arrondissement où elle se trouve depuis 10 ans. L'inauguration a lieu le 21 octobre 1922, en présence d'Édouard Herriot, de

nombreux élus et d'une foule importante venue écouter les discours et profiter d'une grande kermesse organisée pour la circonstance.

La mairie du 3^e aujourd’hui

Située au cœur de son arrondissement, la mairie du 3^e occupe un emplacement délimité à l'ouest par la rue Duguesclin, au nord par la rue Servient et à l'est par la rue François-Garcin. L'entrée du 215 rue Duguesclin mène au premier étage où se trouvent la salle des mariages, le cabinet du maire et les bureaux des élus. Au 217 de la même rue un local sert de salle d'expositions. Au deuxième étage se trouvent divers services administratifs (seniors, logement, urbanisme).



Marquise au 215 rue Duquesclin, collection personnelle



Escalier d'honneur sous galerie couverte à l'italienne, collection personnelle



Lustre avec têtes de lion (cabinet du maire)



Porte avec panneaux à motifs de têtes de lion en verre dépoli

L'entrée du plateau administratif est située au 18 rue François-Garcin. Au 20, le bâtiment de la mairie héberge la Fédération des œuvres laïques du Rhône et de la Métropole (FOL 69) et la délégation départementale de l'Éducation nationale du Rhône.

Éléments décoratifs remarquables

Dès l'acquisition des nouveaux locaux de la mairie du 3^e arrondissement de Lyon en 1922, des travaux d'aménagement et d'embellissement sont réalisés : revêtements en faïence et mosaïque, carrelages, pose d'une rampe en fer forgé dans le grand escalier avec main courante en cuivre évidé, construction d'une marquise au-dessus de l'entrée au 215 rue Duguesclin, embellis-

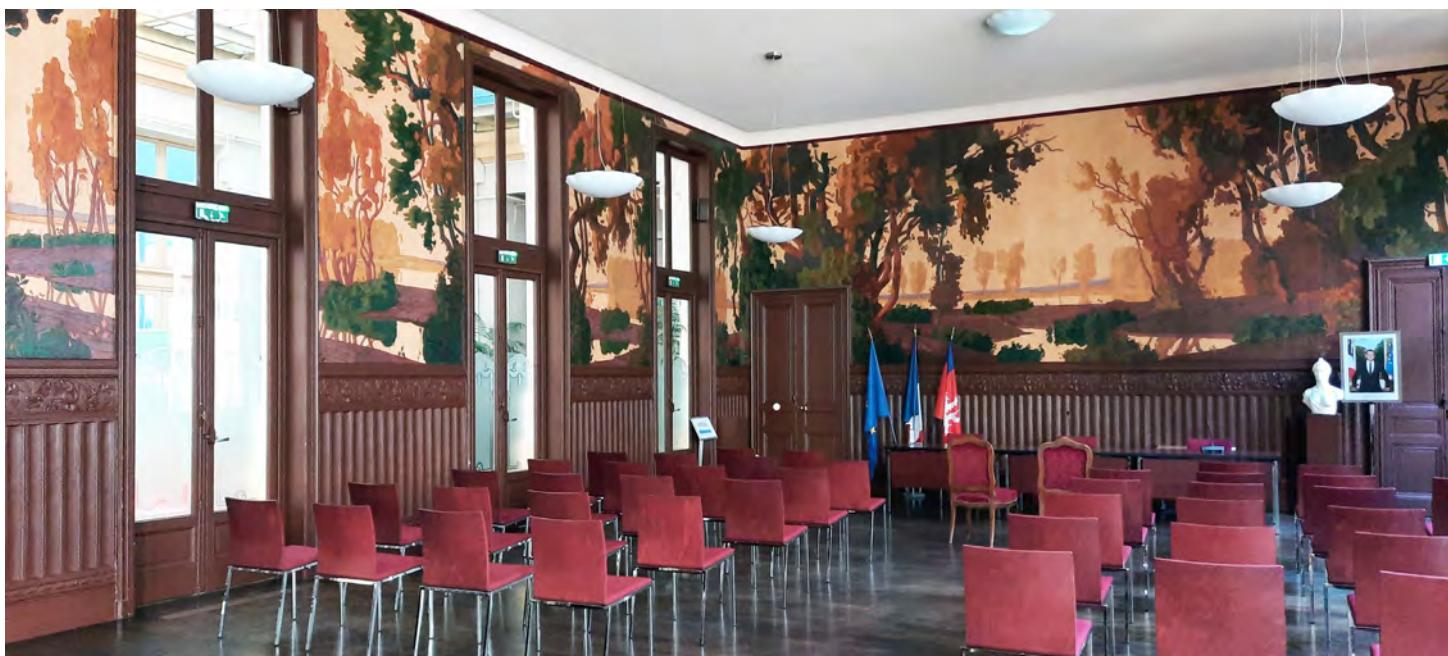
sement de la salle des mariages (actuel bureau de la maire), peintures de l'artiste Eugène Brouillard dans la salle des fêtes (actuelle salle des mariages, dénommée salle Eugène Brouillard depuis 2011), téléphone, lustres et appliques. Les éléments décoratifs de cette époque sont toujours en place.

Salle Eugène Brouillard

À l'origine salle des fêtes avec sièges fixés au sol, restaurée en 2010, cette salle d'une superficie de 220 m² est utilisée aujourd'hui comme salle des mariages, salle de réunions (notamment pour les conseils d'arrondissement) et de manifestations culturelles.

Dix-huit panneaux de toiles marouflées peintes par Eugène Brouillard (1870-1950) décorent les quatre murs. Ils représentent des décors champêtres et les bords du Rhône dans le Dauphiné.

« Le poème des saisons, des arbres et des eaux », est une immense fresque aux teintes automnales vert et ocre, les menuiseries sont marron foncé, couleur d'ori-



Salle Eugène Brouillard

gine voulue par l'artiste. C'est un hymne à la nature humide qui régnait autrefois sur les lieux où se trouvent aujourd'hui le bâtiment et le quartier de la Part-Dieu.

Cette œuvre, réceptionnée en 1922, a valu à cette salle d'être inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1986.

Tableaux de Maurice Stoppani (1921-2014)

Depuis 2017, les murs de la salle des élus située au premier étage de la mairie sont ornés de deux toiles importantes (5,40 m x 1,70 m chacune), œuvres de l'artiste lyonnais Maurice Stoppani.

Elles représentent des personnalités locales issues de différents domaines culturels du Lyonnais et du Beaujolais. 23 personnages et 14 lieux emblématiques de la région sont représentés.

Ces tableaux avaient été commandés à Maurice Stoppani par Mathieu Mérat, directeur des Archives départementales du Rhône, lors de l'ouverture au public du bâtiment des archives de la rue Servient en janvier 1987.

Lors de la démolition de ces bâtiments en 2016, ces deux toiles, non reprises par les nouvelles archives de la rue Mouton-Duvernet, sont transportées à la mairie, restaurées et fixées dans la salle des élus, avec l'accord

Eugène Brouillard (1870 - 1950)

Né à la Croix-Rousse dans une modeste famille d'origine nordiste, Eugène Brouillard travaille très jeune pour la Fabrique, étudie le dessin de dentelle et apprend le métier de dessinardier (dessinateur de motifs pour étoffes et toiles).

Peintre autodidacte, essentiellement paysagiste, c'est une figure majeure de la peinture lyonnaise du début du XX^e siècle.

Il participe à la création de la Société des artistes lyonnais en 1902 et à la fondation du Salon d'Automne qui a lieu au Palais de Bondy à partir de 1907.

Il décède en 1950 dans la maison qu'il occupe depuis de nombreuses années au 21 de la rue d'Austerlitz, où se trouve une plaque commémorative.

Il laisse une production d'environ 2000 tableaux, pour la plupart dans des collections privées. Plusieurs de ses œuvres sont exposées au musée des Beaux-Arts de Lyon.

de Raymond Stoppani, veuve du peintre.

Nous remercions Yannis Cosmas, auteur du livre « Panthéon lyonnais », qui nous a permis d'identifier les personnages et lieux figurant dans ces deux tableaux de Maurice Stoppani.



Le Lyonnais, Maurice Stoppani

Les personnages, de gauche à droite

1. André Latreille (1901-1984) doyen de la Faculté des lettres de Lyon, historien, auteur de « Histoire de Lyon et du Lyonnais »
2. René Lacour (1906-1979) directeur des AdR de 1946 à 1976
3. Jean Tricou (1890-1977) héraldiste et numismate
4. Édouard Herriot (1872-1957) maire de Lyon de 1905 à 1957
5. Maurice Audin (1895-1975) co-fondateur et conservateur du musée de l'imprimerie et de la banque de Lyon
6. Georges Guigue (1861-1926) archiviste en chef des AdR
7. André Steyert (1830-1904) héraldiste historien et journaliste lyonnais
8. Marie-Claude Guigue (1832-1889) père de Georges, archiviste en chef de l'Ain, puis de Lyon, puis du Rhône
9. Léon Galle (1854-1914) érudit et bibliophile, directeur de la Revue du Lyonnais
10. Le Père Ménestrier (1631-1705) prêtre jésuite, héraldiste, chorégraphe, historien et théoricien de la musique et de la danse
11. Symphorien Champier (1471-1539) médecin et humaniste lyonnais, écrivain, consul de Lyon
12. Anne de Beaujeu (1461-1522) fille de Louis XI et son blason

Les paysages et monuments de gauche à droite

1. Église de Taluyers
2. Prieuré de Taluyers
3. Saint-Romain-en-Gal
4. Aqueduc de Beaunant
5. Basilique d'Ainay
6. Cathédrale Saint-Jean
7. La Tour Rose du Vieux Lyon
8. Anciennes AdR rue de Montauban



Le Beaujolais, Maurice Stoppani

Les personnages, de gauche à droite

1. Guillaume Paradin (±1510-1590) chanoine à Beaujeu puis doyen du Chapitre, écrivain, historien du Beaujolais, auteur de « Mémoires de l'Histoire de Lyon »
2. Abel Besançon (1855-1943) médecin, maire de Villefranche, président de la Société des sciences et arts du Beaujolais
3. Pierre Louvet (1617-1684) archiviste, historiographe, un des premiers historiens du Beaujolais
4. Laurent Bonnevay (1870-1957) avocat et homme politique, député et président du Conseil général du Rhône
5. Marius Audin (1872-1951) imprimeur, typographe et historien, fondateur du Musée des arts et traditions populaires à Beaujeu
6. Justin Godard (1871-1956) avocat, député, ministre, maire provisoire de Lyon en 1944
7. Joseph Ballofet (1873-1952) historien du Beaujolais
8. À l'arrière-plan : Mathieu Mérat (1923-2013) directeur des Archives départementales du Rhône de 1976 à 1988
9. Jean Guillermet (1893-1975) imprimeur, éditeur, ambassadeur du Beaujolais, co-fondateur de la Confrérie du Beaujolais
10. Buste de Manon Roland née Jeanne-Marie Philippon (1754-1793) partisane du Parti Girondin, installée à Villefranche en 1784, guillotinée à Paris en 1793
11. Joseph Descroix (1896-1954) philologue, professeur de lettres, auteur du « Glossaire du patois de Lantignié-en-Beaujolais »

Les paysages et monuments de gauche à droite

- | | |
|---|--|
| 1. Prieuré de Salles-Arbuissonnas-en-Beaujolais | 2. Église Notre-Dame de Belleville |
| 3. Église Saint-Nicolas de Beaujeu | 4. Maison du Terroir de Beaujeu |
| 5. Notre-Dame des Marais à Villefranche | 6. Château de la Palud à Quincié en Beaujolais |

Le buste de Marianne

Il a les traits de Laetitia Casta qui a été choisie par les maires de France pour incarner la Marianne de l'an 2000.

C'est l'œuvre de Marie-Paule Deville-Chabrolle (née en 1952).

Le moulage est conservé aux Ateliers d'art de la Réunion des musées nationaux - Grand Palais, éditeurs des Marianne officielles de la République.

Bernard Chareyron, Josyane Locatelli, Alain Millot



Marianne